

AVENANT N°1
à la CONVENTION DE FINANCEMENT

POUR LE PROJET SUIVANT:
(et ci-après désigné par «le présent projet»)

Intitulé du projet:	« Programme de Solidarité et Entraide Communautaire au Mali (PSEC-MALI) »
Numéro de projet (Oxfam DE):	52091/18
Numéro de référence du BMZ:	P3404, Mali
Période d'exécution du projet amendée:	Du 1 ^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2022
Nouvelle durée d'exécution du projet:	51 mois

Le présent avenant n°1 est conclu le 21 décembre 2021 entre les parties suivantes :

BÉNÉFICIAIRE DE LA SUBVENTION BMZ

Oxfam Deutschland e.V.
Am Köllnischen Park 1 | 10179 Berlin | Allemagne

PARTENAIRE COORDINATEUR

Oxfam GB in Mali
Rue 124 porte 226 | Korofina Nord | Bamako | Mali

(Ci-après dénommé « le partenaire coordinateur »)

PARTENAIRES DU PROJET

STOP-SAHEL
300 Logements ACI | Rue 265 Porte 29 | Commune V | Bamako | Mali

CAEB
Baco Djicoroni | Rue 718 Porte 840 | Commune IV | Bamako | Mali

(Tous les deux ci-après dénommés « les partenaires du projet »)

PRÉAMBULE

Le présent avenant n°1 est conclu le **21 décembre 2021** entre Oxfam Deutschland e.V, Oxfam GB in Mali, STOP-SAHEL et CAEB.

Il fait suite, sans s'y substituer, à la convention de financement datée du **20 novembre 2018**.

Toutes les dispositions de la convention de financement non expressément annulées ou modifiées par le présent avenant n°1 demeurent en vigueur.

En cas de conflit entre le présent avenant et la convention de financement, les parties conviennent que ce sont les dispositions du présent avenant qui prévaudront.

Vu la convention de financement en date du 20 novembre 2018,

Attendu que, par suite des retards dans la réalisation causée par la situation pandémique et sécuritaire, il apparaît nécessaire, afin de mener le présent projet à bonne fin, d'effectuer des activités supplémentaires et de prolonger la durée du projet de 12 mois.

En conséquence, il est convenu ce qui suit:

1- L'article n°I de la convention, intitulé « Project Objectives », est modifié comme suit

1. L'intention et les objectifs du projet ainsi que les activités qui seront entreprises dans le but d'atteindre ces objectifs sont décrits dans la proposition de projet jointe en **annexe A** à la convention de financement du 20 novembre 2018. Les modifications et annulations d'activités ainsi que les activités supplémentaires pour la phase de prolongation en objet (01.01.2022-31.12.2022) se trouvent dans les annexes **A.1.1** (Dioila), **A.1.2** (Kita), **A.1.3** (Gao), **A.1.4** (Ségou) , **A.1.5** (Oxfam au Mali) jointes à cet avenant.
2. Le présent projet sera exécuté entre le **01/10/2018** et le **31/12/2022** (51 mois).
4. Les coûts totaux pour la réalisation des activités du projet s'élèvent à **3.519.299,00 euros**, dont 10% sont financés par les fonds propres d'Oxfam Deutschland e.V. et 90% par le BMZ. Au montant susmentionné s'ajoutent les frais administratifs d'Oxfam Deutschland e.V.

2- L'article n°IV de la convention, intitulé « Obligations of Oxfam Deutschland e.V. (BMZ Grant Recipient) », est modifié comme suit

1. Oxfam Deutschland e.V. met à la disposition des Partenaires du Projet et du Partenaire de Coordination, à leur demande et sous réserve des stipulations de la convention de financement du 20 novembre 2018, des fonds d'un montant total maximum de **3.485.675,00 euros**. Le virement sera effectué en plusieurs versements, chacun pour une période qui ne peut pas dépasser quatre mois, sur des comptes de projet spécifiques des partenaires au Mali.

La part de chaque partenaire dans le coût total du projet susmentionné s'élève au maximum aux montants suivants :

CAEB SUD:	792.864,00 €
CAEB NORD:	842.727,00 €
CAEB:	30.000,00 € (évaluation mi-parcours)
STOP-SAHEL SUD :	772.736,00 €
STOP-SAHEL NORD :	859.671,00 €
OXFAM au Mali :	187.677,00 €

2- Complément à l'annexe A (Project Proposal)

Les annexes A1.1, A1.2, A1.3, A1.4 et A1.5 ci-jointes complètent l'annexe A de la convention de financement du 20 novembre 2018 et contiennent toutes les modifications apportées ainsi que les nouvelles activités de la phase de prolongation.

3- Substitution de l'annexe B (Budget)

L'annexe B1 (Budget) ci-jointe annule et remplace l'annexe B initialement jointe à la convention de financement du 20 novembre 2018.

4- Substitution de l'annexe C (Reporting Schedule and Deadlines)

L'annexe C1 (Calendrier de remises des comptes rendus et états de dépenses) ci-jointe annule et remplace l'annexe C initialement jointe à la convention de financement du 20 novembre 2018.


Le présent avenant n° 1 entrera en vigueur après signature par les parties intéressées.

Toutes les dispositions de la convention de financement non expressément annulées ou modifiées par le présent avenant n°1 demeurent en vigueur.

SIGNATAIRES

Les annexes énumérées ci-dessous font partie intégrale du présent avenant :

- Annexe A1.1 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - DIOILA
- Annexe A1.2 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - KITA
- Annexe A1.3 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - GAO
- Annexe A1.4 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - SÉGOU
- Annexe A1.5 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - OXFAM
- Annexe B1 : Budget
- Annexe C1 : Calendrier de remises des comptes rendus et états de dépenses

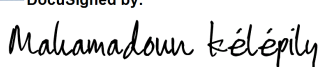
DocuSigned by:

7C0697E87DDB462...

STOP-SAHEL

Représenté par Famory Jean Kamissoko,
Secrétaire Exécutif

22-déc.-21

Jour/mois/année

DocuSigned by:

73198585D5514E1...

CAEB

Représenté par Mahamadoun
Kélépily, Coordinateur des Programmes
ONG CAEB

05-janv.-22

Jour/mois/année

DocuSigned by:

33E8347965184E9...

Oxfam Deutschland e.V.

Représenté par Anja Osterhaus,
Programme Director

21-Dez-21

Jour/mois/année

Oxfam GB au Mali

Représenté par Mobeen Ajaib,
Acting Country Director

Jour/mois/année

Annexe A1.1 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - DIOILA

Objectif A :

A.4.1 Formation en alphabétisation de base de 1200 femmes et 800 jeunes soit 60% de femmes et 40% de jeunes Suivi des centres. (A.4.1. - ligne budgétaire A.4.3.)

Dans la mise en œuvre des activités précédentes, nous nous sommes rendu compte du taux et du niveau très faible des membres des OCB partenaires en alphabétisation de base et mêmes ceux qui sont déjà alphabétisés ont besoin d'être renforcés à travers l'organisation des sessions post alpha. La nécessité d'organiser des sessions de formation de 45 jours à l'endroit des néo alphabètes et renforcer les membres qui ont le niveau faible est une nécessité absolue pour les membres des OPC afin de les permettre de jouer pleinement leurs rôles. Pour se faire, 20 animateurs soient 1 pour 4 villages, seront recrutés pour faciliter lesdites sessions dans 80 villages de 08 communes d'intervention. Les sessions concerneront 1200 femmes et 800 jeunes soit 60% de femmes et 40% de jeunes.

Chaque animateur aura en charge 3 villages pendant 6 mois.

Budget : **15.030.000 FCFA (22.913 EUR)**

Objectif B :

B.2.1. Formation des pépiniéristes des villages dans la production d'espèces agroforestières dans les 08 communes (B.2.1. - ligne budgétaire B.2.1)

Dans la phase passée le projet s'est consacré à l'achat plants de Gliricidia pour les groupements. Ces plants ont connu un taux de réussite assez faible et ont besoin d'être regarni. Aussi compte tenu de l'importance de l'agroforesteries dans l'adaptation aux changements climatiques, nous devons encourager la pérennisation de cette activité à travers des pépiniéristes villageois équipés et soutenus dans la production de plants. Des semences d'espèces adaptée seront alors mises à leur disposition et ils seront renforcés dans la production de ces espèces. Aussi une visite d'échange sera organisée pour ces pépiniéristes sur les sites de production de la recherche afin de mieux s'imprégner des techniques de productions. Les services techniques des eaux et forêts seront associés pour assurer le suivi sur place.

En échange, la population donnera un espace pour le reboisement et elle va s'engager à entretenir les plants d'arbres donnés. Aussi la production des espèces en voie de disparition sera encouragée. Les pépiniéristes qui sont déjà dans l'activité seront privilégiés car ils connaissent les avantages et inconvénients de leur métier. Ils formeront d'autres pépiniéristes sur place pour multiplier leur nombre dans la localité.

Budget : **4.978.500 FCFA (7.590 EUR)**

B.4.1. Appui de 80 nouveaux bénéficiaires en Kits chèvres à partir des épargnes collectives des groupes

Identification des bénéficiaires vulnérables,

Dotation des kits chèvres aux Bénéficiaires vulnérables identifiés,

Suivi des bénéficiaires appuyés

Cette activité, permettra de réduire la pauvreté au sein des couches vulnérables et de renforcer la cohésion et l'entraide communautaire. Elle sera entièrement financée par les quote-part et l'appui des groupes.

Budget : **0** (les remboursements éventuels des bénéficiaires sont gérés directement par l'organisation partenaire et utilisés pour l'achat des nouveaux animaux ; ils ne font pas partie du budget du projet)

L'activité B.4.2. de la convention de financement initiale a été supprimée (voir budget).

B.5. 1. Appui en semences et construction magasin pour coopératives (B.5.1. - ligne budgétaire B.5.1)

Il s'agit d'identifier les besoins en semences des 8 coopératives. Ensuite elles seront dotées en semences (oignon/échalote, sésame etc. de leur choix) d'une valeur équivalente à 955.000 FCFA par coopérative.

Les semences reçues sont vendues aux membres de la coopérative pour établir un propre fonds à travers les revenus de la vente. La coopérative continue à acheter de nouvelles semences grâce à ce fonds et assure ainsi la disponibilité de bonnes semences dans la région. En outre, les coopératives sont soutenues dans la construction d'un magasin de stockage. Ceci sert à stocker les semences, mais aussi les produits potentiels à vendre. Chaque coopérative reçoit une part de financement d'un montant de 2.000.000 FCFA, qu'elle doit compléter elle-même.

Les suivis seront assurés par les gestionnaires des coopératives et l'équipe terrain assurera l'appui conseil.

Budget : **23.640.000 FCFA** (7.640.000 FCFA en semences + 16.000.000 FCFA pour construction des magasins) **(36.039 EUR)**

L'activité B.6.5. de la convention de financement initiale a été supprimée (voir budget).

B.8.1. Renforcement de la mise en relation de 8 sociétés coopératives avec leurs faitières (B.9.3 - ligne budgétaire B.8.1)

Atelier regroupant les faitières et les coopératives pour échanger sur les centres d'intérêt communs. Formaliser leur immatriculation auprès des faitières pour pouvoir prétendre aux opportunités d'affaires qui s'offrent aux faitières, notamment des offres de fournitures de produits agricoles spécifiques à des entreprises ou à l'Etat. Ce cadre sera renforcé à travers la tenue d'un atelier regroupant les 25 membres de la coopérative et 05 membres des faitières et 02 agents du projet dans chaque commune soit 08 sessions au total. Elle vient en appui à l'activité Numéro B.8. qui s'est limitée à la structuration mais aussi l'identification des démembrement des faitière au niveau du cercle de Dioila.

Les transports et restauration seront imputés sur le projet ainsi que la location de salle.

Cette activité est capitale, car elle permet aux coopératives d'échanger les stratégies et des points de vue et d'entreprendre des actions communes au besoin.

Budget : **3.000.000 FCFA (4.573 EUR)**

B.10.1 Appui au développement des 60 promoteurs en AGR (Embouche, aviculture -boulangerie ; jardins potagers individuels, apiculture...) (B.10.1 - ligne budgétaire B.10.1)

Cet appui concerne 60 promoteurs dont 20 jeunes et 40 femmes qui sont déjà engagés dans leurs initiatives avec leurs moyens et fonds propres. Les bénéficiaires seront choisis selon les critères suivant : avoir une expérience dans l'activité, être capable de démontrer la rentabilité qui serait évaluée sur la base de l'importance de l'activités dans le revenu de la famille, avoir le titre de propriété du local, que l'activité soit d'une utilité publique.

L'appui du projet sera consacré à l'élaboration de plan d'affaire par l'équipe terrain. Le projet donnera un renforcement de capacités en gestion d'affaires et tenu des outils de gestion simplifié.

Le renforcement de capacité se fera en 4 sessions soit 15 bénéficiaires par session. En plus de ces activités de renforcement le projet dotera les bénéficiaires en kits d'équipement d'une valeur maximum de 300,000 F CFA.

Cette activité, une fois réalisée contribuera à l'autonomisation des femmes et des jeunes et renforcera la cohésion sociale et le vivre ensemble dans les localités cibles, toute chose qui contribuera à l'atteinte des résultats prévisionnels du programme.

Les promoteurs d'AGR qui ont bénéficié les kits d'installation vont rembourser 10% de la valeur des kits au groupe EPC dont ils sont membres. Ces montants permettront d'appuyer l'installation dans un premier temps des jeunes qui seront formés. Aussi chaque bénéficiaire de projet aura pour mandat de former au moins 02 membres de son groupe. Ces membres ainsi formés peuvent faire des prêts auprès des groupes EPC pour faire face à l'achat des kits et seront mis en contact avec les banques ou IMF de la localité.

Budget : **20.289.000 FCFA (30.930 EUR)**

Objectif C :

C.3.1. Renforcement des capacités des leaders communautaires en plaidoyer/lobbying (C.3.1. ligne budgétaire C.3.1)

Organisation de 8 sessions de renforcement de capacités de 3 jours à l'intention des leaders communautaires sur la notion de plaidoyer lobbying. Cette formation sera une formation pratique sur les techniques de négociation et plaidoyer. A la fin de cette formation les leaders villageois seront capables d'entreprendre des actions de défense de leurs intérêts notamment l'accès au facteur de production (terre, financement, intrants....). Ils seront aussi capables d'initier des actions d'interpellation sur des questions relatives à la gestion des affaires publiques.

La formation, subdivisée en 8 sessions, soit une session par commune, regroupera par session 20 leaders. Elle sera donnée par les équipes terrain en binôme. Pour ce faire une salle de réunion, le transport et la restauration seront prises en charge sur place dans la commune ou dans le cercle si les communes ne disposent pas d'infrastructures adéquates. Ces relais formés seront en charge de répliquer la formation sur les autres membres des groupes.

Budget : **9.600.000 FCFA (14.635 EUR)**

*Les activités **C.5.1** et **C.5.2** de la convention de financement initiale ont été supprimées (voir budget).*

C.6.3. Formation de 07 formateurs de l'équipe programme sur le processus électoral et la gouvernance locale. (C.5.2. ligne budgétaire C.6.3)

Chacune des 02 thématiques durera 03 jours dont 06 jours au total.

Cette formation sera facilitée par un consultant externe. Après cette session, les formateurs qui sont les agents terrain vont former à leur tour les membres des réseaux.

Formation de 15 femmes et de 10 jeunes leaders des 08 réseaux sur le processus électoral, démocratie et la décentralisation,

Formation de 15 femmes et de 10 jeunes leaders des 08 réseaux sur la gouvernance locale

Sensibilisation et mobilisation sur le processus électoral.

IEC avec les OCB partenaires sur l'importance du vote, caravane de sensibilisation pour le retrait des cartes d'électeur.

Contrat avec les radios de proximité pour la sensibilisation, l'information sur les médias sur le processus électoral (l'importance du vote, le retrait des cartes d'électeurs, l'identification des centres et bureaux de vote); la participation et la candidature des femmes et des jeunes leaders aux élections.

Pour ce faire une salle de réunion, le transport et la restauration seront prises en charge sur place dans la commune ou dans le cercle si les communes ne disposent pas d'infrastructures adéquates.

Cette activité favorisera une meilleure participation des groupes cibles du projet dans le processus électoral. Elle permettra aux femmes et jeunes de mieux comprendre le processus et de comprendre qu'ils peuvent être électeurs ou candidats aux postes en jeu. Une fois élu au sein du conseil communal, ils pourront mieux défendre la cause des jeunes et des femmes.

Budget : **27.450.000 FCFA (41.847 EUR, dont 4.314 EUR pour la formation de l'équipe et 37.533 EUR pour la formation des leaders)**

C.6.4 Formation, information des membres de la COFO sur leurs rôles et responsabilités. (C.5.1.- ligne budgétaire C.6.4.)

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du programme PSEC nous sommes confrontés à des problèmes fonciers au niveau des communautés qui font croire à l'inexistence ou la non-opérationnalisation des CoFo. De ce fait la nécessité de faire un diagnostic dans les villages, communes d'intervention pour s'enquérir de l'état et la situation des CoFo afin de sensibiliser, d'informer sur l'importance et la nécessité des CoFo pour une cohabitation pacifique entre les différents exploitants fonciers. Le processus prendra en compte la dynamisation, la mise en place, la formation et le suivi des CoFo.

Cette thématique est très importante pour la réussite de nos activités de consolidation du programme aussi les femmes et les jeunes seront orientés sur l'importance des commissions foncières (CoFo).

Renforcement des capacités de 7 membres de l'équipe programme sur le processus de mise en place encadrement et fonctionnement des CoFo. Cette session durera 03 jours.

Organisation de 08 ateliers de formation des membres des CoFo pendant 03 jours au niveau des 08 communes du programme.

Les cibles seront les membres des CoFo 05 membres par village et les représentants des collectivités et les services techniques concernés soit 56 participants par communes.

Pour ce faire une salle de réunion, le transport et la restauration seront prises en charge sur place dans la commune ou dans le cercle si les communes ne disposent pas d'infrastructures adéquates.

Cette formation permettra aux membres des COFO de mieux comprendre leurs rôles et responsabilités et de s'acquitter correctement de leurs devoirs vis-à-vis de l'OP mais aussi du village et de commune. Toute chose qui contribuera à renforcer l'entraide communautaire et la cohésion sociale.

Budget : 13.460.000 FCFA (20.520 EUR)

Annexe A1.2 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - KITA

Objectif B :

B. 2. Appui de 60 BNF en Kits chèvres à partir des épargnes collectives des groupes

Les nouveaux bénéficiaires sont identifiés au sein des groupements qui bénéficieront de prêts chèvres octroyés par leurs groupements sur fonds propre.

Des campagnes de sensibilisation seront menées par l'équipe terrain auprès des groupements pour les amener à adopter le principe des prêts chèvres (modalité octroi et de remboursement). Les bénéficiaires seront suivis périodiquement par l'équipe terrain.

Budget : **Pas de budget.**

B.5. 1. Appui en semences et construction magasin pour coopératives (B.5.1. - ligne budgétaire B.5.1)

Il s'agit d'identifier les besoins en semences des 8 coopératives. Ensuite elles seront dotées en semences (oignon/échalote, sésame etc. de leur choix) d'une valeur équivalente à 955.000 FCFA par coopérative.

Les semences reçues sont vendues aux membres de la coopérative pour établir un propre fonds à travers les revenus de la vente. La coopérative continue à acheter de nouvelles semences grâce à ce fonds et assure ainsi la disponibilité de bonnes semences dans la région. En outre, les coopératives sont soutenues dans la construction d'un magasin de stockage. Ceci sert à stocker les semences, mais aussi les produits potentiels à vendre. Chaque coopérative reçoit une part de financement d'un montant de 2.000.000 FCFA, qu'elle doit compléter elle-même.

Les suivis seront assurés par les gestionnaires des coopératives et l'équipe terrain assurera l'appui-conseil.

Budget : **23.640.000 FCFA** (7.640.000 FCFA en semences + 16.000.000 FCFA pour construction des magasins) **(36.039 EUR)**

B.8. Organisation de 2 visites d'échange stratégique (BNF de semences AGR) (B.8.1. – ligne budgétaire B.8.1.)

Organisation de deux visites d'échange à l'intention des bénéficiaires de semences et AGR (individuelles et communautaires). Pour ce faire deux sites différents seront choisis pour les deux visites. Elles seront l'occasion pour les bénéficiaires un partage d'expérience et de motivation pour les uns et les autres à s'auto-évaluer.

Les forces et les faiblesses sont connues.

Ces 2 visites regrouperont 40 bénéficiaires de semences et 40 bénéficiaires des AGR individuelles et communautaires. Un bénéficiaire pilote de semences accueillera 40 bénéficiaires des semences améliorées dans son exploitation et un autre bénéficiaire des AGR ou jeune entrepreneur dans son entreprise. Chaque visite prendra 2 jours soit 4 jours pour les deux visites (Semences et AGR). Au total 80 personnes participeront à ces deux visites d'échanges.

Budget : **2.830.000 FCFA (4.314 EUR)** – Supplément de financement

B.8.1. Mise en relation avec faitières (B.9.3 - ligne budgétaire B.8.1)

Des ateliers communaux de mise en relation avec les différents acteurs (OCB, OSC, CAFO, Femmes rurales, Conseil Local Jeunesse, Chambre d'agriculture...) seront organisés dans les 8 communes partenaires. Ces ateliers permettront aux acteurs de se connaître, de partager les expériences et de renforcer leurs capacités pour la bonne fonctionnalité des structures. Un atelier au niveau cercle sera organisé à Kita. Il regroupera les représentant communaux des faitières et ceux du niveau local pour discuter pour se connaître, de partager les expériences et de renforcer les capacités pour la bonne fonctionnalité des structures, afin de chercher des solutions aux difficultés qui empêche le développement de leurs structures.

Ces ateliers regrouperont 240 participants soit 1 jour atelier par commune.

Budget : **2.400.000 (3.658 EUR)**

B.10.1. Appui au développement des 60 promoteurs en AGR (Embouche, aviculture -boulangerie ; jardins potagers individuels, cuniculture...) (B.10.1 - ligne budgétaire B.10.1)

Cet appui concerne 50 promoteurs dont 15 jeunes et 35 femmes qui sont déjà engagés dans leurs initiatives sans appui d'aucun projet. Les bénéficiaires seront choisis selon les critères suivant : avoir une expérience dans l'activité, être capable de démontrer la rentabilité de l'activité, avoir le titre de propriété du local, que l'activité soit d'une utilité publique.

L'appui du projet sera consacré à l'élaboration de plan d'affaire par l'équipe terrain. Le projet donnera un renforcement de capacités en gestion d'affaires et tenu des outils de gestion simplifié. Le renforcement de capacité se fera en 2 sessions soit 25 bénéficiaires par session. En plus de ces renforcements, le projet dotera les bénéficiaires en kits d'équipement d'une valeur maximum de 300.000 FCFA.

Par rapport à l'effet multiplicateur les promoteurs, 50 jeunes et femmes financés par le projet serviront de mentors (guides, conseillers ou coach) pour les 50 autres jeunes/femmes membres des groupes EPC. Les groupes EPC leur accorderont des prêts individuels en fonction des montants demandés et de leurs capacités financières. Il faut noter que ces prêts seront plus avantageux (en termes de garantie, de taux d'intérêt, de démarche) par rapport à ceux accordés par les IMF (Institution de Microfinance).

Le projet orientera les jeunes entrepreneurs vers les structures professionnelles de l'Etat spécialisées dans la subvention de l'entreprenariat jeune et d'appui conseil dans la recherche de financement auprès d'autres partenaires non-étatiques.

Budget : **16.757.000 FCFA (25.546 EUR)**

Objectif C :

C.1. Analyse des contraintes d'accès à la terre et l'élaboration des plans d'action (C.1.1. - ligne budgétaire C.1.1)

Organisation de 8 ateliers communaux d'identification et d'analyse des contraintes des femmes et jeunes à l'accès à la terre par équipe terrain. 8 plans d'actions communaux sont élaborés et mis en œuvre avec les femmes et les jeunes.

Suivi et accompagnement des plans actions par l'équipe terrain.

Ces ateliers regrouperont les chefs de villages, les représentants des groupements des jeunes et de femmes, les élus, la CAFO, CLJ, femmes rurales. Ces ateliers seront animés par l'équipe terrain.

Budget : **5.451.000 FCFA (8.310 EUR)**

C.2. Formation, information des membres de la CoFo sur leurs rôles et responsabilités. (C.1.2. – ligne budgétaire C.1.3)

Organisation de 8 sessions de formations dans les communes à l'intention des membres des CoFo sur leurs rôles et responsabilités. Ces sessions regrouperont les 356 membres des CoFo des 89 villages des 8 communes partenaires. Participeront à la formation 4 membres des CoFo de chaque village. Ces ateliers seront animés par l'équipe terrain.

Budget : **4.516.000 FCFA (6.885 EUR)**

C.3. Formation des membres des COFO sur différents thèmes : la Loi Foncière Agricole (L.F.A), la charte pastorale ; la Loi d'Orientation Agricole (LOA) (C.1.2. – ligne budgétaire C.1.4)

Organisation de 8 sessions de formations dans les communes à l'intention des membres des CoFo sur différents thèmes : la loi foncière Agricole, la charte pastorale ; la loi d'orientation agricole. Ces sessions regrouperont les 89 CoFo villageoises des 8 communes partenaires. Participeront à la formation 4 membres des CoFo villageoises pendant 2 jours. Ces ateliers seront animés par l'équipe terrain.

Budget : **8.832.000 FCFA (13.464 EUR)**

C.4. Campagnes d'information /sensibilisation des populations sur les textes régissant le foncier au Mali par les radios de proximité et d'autres canaux (C.2.1. - lignes budgétaires C.2.1. + C.2.2.)

Des messages d'informations/sensibilisation sur la Loi Foncière Agricole sont conçus et diffusés par les deux (2) radios locales partenaires.

Budget : **2.000.000 FCFA (3.048 EUR)**

Des contrats de partenariat seront établis entre les radios proximités avec un programme de diffusion.

Des supports (dépliants, carte mémoire etc.) traduits en bamanakan seront conçus et mis à la disposition des membres CoFo. Soit au total 1000 supports.

Budget : **3.000.000 FCFA (4.573 EUR)**

C.7. Mobilisation citoyenne : Formation des femmes et des jeunes pour leur participation aux élections présidentielles et législatives de 2022 (C.5.2. – ligne budgétaire C.6.3)

Des sessions de formation sur le processus électoral, la démocratie et la décentralisation, et la gouvernance locale à l'intention des femmes et de jeunes pour leur participation massive aux échéances électorales prochaines.

Ces sessions de formation regrouperont 320 leaders des 160 OCB/OSC du projet soit 2 leaders par OCB/OSC, les 89 chefs de villages des 8 communes et 24 élus communaux au total 430 personnes participeront à ses sessions pendant 2 jours.

Budget : **10.392.000 FCFA (15.843 EUR)**

C.8 Campagne de Sensibilisation et information des populations sur l'importance du vote utile
(C.5.2. - ligne budgétaire C.6.4.)

Des campagnes de sensibilisation et information des populations sur leurs participations aux élections.

Organisation des espaces publiques et d'échange avec des jeux concours sur l'importance de l'enrôlement, du transfert de l'électeur, du retrait des cartes d'électeurs et du vote utile).

Des messages de sensibilisation seront conçus sur des supports (t-shirt, casquettes, banderoles et affiches) pour le positionnement des jeunes et femmes sur les listes de candidatures.

Budget : **5.896.000 FCFA (8.988 EUR)**

Annexe A1.3 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - GAO

Objectif A :

A1.1. Recyclage des Agents Réplicateurs (A.1.3. - ligne budgétaire A.1.3)

Il s'agira de renforcer les capacités des 50 Réplicateurs déjà formés par le projet. C'est une nouvelle activité qui permettra de préparer d'avantage la relève du projet.

L'activité nécessite la prise en charge de la restauration des participants, transport des participants non résident, perdiem, fourniture des participants et l'élaboration des guides pictographiques.

Cet atelier technique de formation se déroulera dans les 4 communes du projet à travers une formation par commune

Suivi des activités des AR par les Agents terrain

Budget : **2.315.000 FCFA (3.529 EUR)**

A.9. Officialisation des groupements

Cette activité contribuera à l'atteinte des principaux indicateurs prévus dans l'objectif A et on ne peut la lier à aucune activité numérotée de A1 à A8.

Sensibilisation des bénéficiaires aux avantages de la reconnaissance officielle des groupements.

Appui aux formalités administratives.

Appuyer techniquement les groupements dans l'élaboration des textes statutaires et Règlement Intérieur en vue de l'obtention de récépissé.

Budget : **activité/budget ancien/ne**

A. 10. Doublement de fonds de crédit annuel par les groupes

Initialement, la proposition technique prévoit que chaque groupe économique doit doubler son fonds de crédit annuellement. En faisant la mise à jour du cadre logique, nous nous sommes rendus compte pour atteindre cet indicateur il y'a un gap à couvrir d'où la nécessité de planifier cette activité en priorité. Il convient de rappeler que c'est une ancienne activité.

Inciter les membres des groupes EPC à accroître leurs fonds de crédits à travers les épargnes et les prêts.

Sensibiliser les Femmes et les jeunes à augmenter le nombre de prêts.

Suivi de la tendance.

Budget : **activité/budget ancien/ne**

Objectif B :***B.1.1. Renforcement des capacités des bénéficiaires des jardins en techniques de conservation, et de transformation des produits – (B.1.1. – ligne budgétaire B.1.1.)***

L'activité regroupera 50 personnes à raison de 10 membres par jardin. Elle nécessite la prise en charge de frais de déplacement, restauration de 50 personnes plus la fourniture de l'atelier. Il faut aussi noter les frais d'honoraire du formateur

Identification de 10 participants par jardins à la formation

Choix des différentes spéculations à transformer et ou à conserver (associer les bénéficiaires)

Tenue de formations pratiques

Elaborer une stratégie de commercialisation de produits transformés/conserves

Organisation d'une journée de Restitution aux autres membres du groupe avec des séances de démonstration.

Budget : **5.025.000 FCFA (7.660 EUR)**

B1.2. Renforcement de capacités en techniques de commercialisation (B.1.1. – ligne budgétaire B.1.2.)

L'activité regroupera 50 personnes à raison de 10 membres par jardin. Elle nécessite la prise en charge de frais de déplacement, restauration de 50 personnes plus la fourniture de l'atelier. Il faut aussi noter les frais d'honoraire du formateur

Identification de 10 participants par jardins à la formation

Tenue de 3 Sessions de formation à raison d'un atelier par commune. Toutefois, précisons que l'activité concernera les communes de Gabéro, Gonzoureye et Soni Ali Ber.

Budget : **4.825.000 FCFA (7.355 EUR)**

B.1.3. Organisation autour des jardins (B.1.1. – ligne budgétaire B.1.3.)

C'est une nouvelle activité qui va renforcer les capacités des membres des comités dans la gestion de la cotisation et l'utilisation dans les poches de dépenses.

Redynamiser les comités de gestion de jardins (rôles et responsabilités des membres du comité de gestion)

Des IEC par les agents sur la bonne utilisation de l'eau avec usage des arrosoirs, bien fermer les vannes, éviter de transporter l'eau en dehors du jardin.

Elaboration d'un règlement Intérieur.

Confier la maintenance des infrastructures à des tierces personnes (champ solaire, vidange du château, nettoyage des panneaux, surveillance des équipements).

Budget : **2.540.000 FCFA (3.872 EUR)**

B.1.4. Dotation des bénéficiaires des jardins maraichers en semences (B.1.1. – ligne budgétaire B.1.4)

La dotation en semences est une activité planifiée pour la composante Sud. Pour le Nord c'est une nouvelle activité il n'y a aucune prévision budgétaire pour les groupements en semences. Toutefois, le projet a investi dans les semences, intrants et petits matériels. Malgré ces appuis, des besoins existent toujours au niveau de 5 jardins.

L'essentiel des fonds sera investi dans l'achat des semences adaptées au contexte, des intrants et petits matériels en cas de sollicitation d'un groupement.

Evaluation des besoins en semences, intrants et petits matériels de 5 jardins.

Achats et Appui en semence et intrants.

Suivi des récoltes.

Budget : **2.500.000 FCFA (3.811 EUR)**

B1.5. Réhabilitation de 2 jardins maraichers (Recommandations de l'évaluation à mi-parcours) – (B.1.1. – ligne budgétaire B.1.5.)

La réhabilitation est une recommandation formulée dans le rapport de l'évaluation à mi-parcours.

Faire une expertise des parties en panne au niveau de 2 jardins. Appel à manifestation d'intérêt pour les entreprises à afficher dans les espaces publics et à diffuser par les radios de proximité.

On nous a signalé la panne de la pompe du château de Batal et les fonds planifiés serviront à réparer les parties défectueuses des 2 SHVA de Batal et Magnadaoué conformément aux recommandations formulées par l'évaluation à mi-parcours du projet. Contractualisation des travaux avec l'entreprise retenue. Suivi et Contrôle des travaux.

Les travaux de réhabilitation consisteront à :

- Au renouvellement de la pompe solaire servant à alimenter le château ;
 - L'installation d'un parafoudre pour la sécurisation du système électrique ;
 - La formation de 2 maintenanciers et leur équipement en caisse à outils.
- Il faut signaler que les comités de gestion assurent un service d'entretien et de maintenance dans la limite de leurs capacités techniques et financières sur les installations de surface (nettoyage régulier des panneaux, remplacement des bouches de robinets défectueuses, l'entretien des fissures sur les réservoirs d'eau).
- Pour une bonne pérennisation (dommages futurs), nous pensons qu'il serait judicieux de s'appuyer sur 2 variantes :
- Responsabiliser les collectivités et les leaders des Groupements bénéficiaires à la réflexion avant la fin du projet afin qu'elles puissent jouer pleinement

leur partition en termes de mobilisation des ressources financières pour une meilleure durabilité de ces jardins ;

- En plus de la cotisation mensuelle, chaque exploitant paye un montant de 2.500 F CFA comme frais de redevance en début de chaque campagne de production .

Une partie du montant collecté pour la seconde variante servira de contrepartie des bénéficiaires pour les travaux de réhabilitation.

Budget : **20.000.000 FCFA (30.489 EUR)**

B.5. Équipement de 20 anciens jeunes déjà formés par le projet (B.5.3 – ligne budgétaire B.5.3.)

C'est une nouvelle activité qui vise à doter les jeunes déjà formés en kits d'insertion dans les domaines où ils ont reçu de la compétence. L'équipe assurera le suivi des activités des jeunes entrepreneurs.

En ce qui concerne la reproductibilité de l'action des jeunes formés et équipés ceux-ci peuvent reproduire techniquement la formation reçue ; par contre pour y arriver à l'équipement cela nécessitera de puiser dans l'épargne locale des groupes d'appartenance de ces jeunes sous forme de prêts. Les groupes EPC leur accorderont des prêts individuels en fonction des montants demandés et de leurs capacités financières.

Le projet orientera les jeunes entrepreneurs vers les structures professionnelles de l'Etat spécialisées dans la subvention de l'entrepreneuriat jeune et d'appui conseil dans la recherche de financement auprès d'autres partenaires non-étatiques.

Budget: **6.000.000 FCFA (9.146 EUR)**

B.6. Sensibilisation des groupes EPC à plus d'investissement dans les activités économiques

C'est une ancienne activité. Il s'agira d'Orienter les bénéficiaires vers des investissements à potentiel économique.

Inciter les membres à prendre plus d'argent dans la caisse et le fructifier

Diversification des activités d'AGR

Sensibiliser les femmes et jeunes à Réduire les dépenses sociales au profit des activités économiques.

Budget : **Pas nécessaire car ce sont des activités de sensibilisation**

B.7. - Mise en place d'un fonds d'appui/accompagnement des groupes dans leur initiative (ancienne activité) (B.7.1 – ligne budgétaire B.7.)

Budget: **7.800.000 FCFA (11.891 EUR)** – supplément de financement

B.7.1. Amélioration des revenus des membres grâce au développement et diversification des AGR

Une ancienne activité où il reste encore un gap à couvrir pour atteindre cet indicateur et le pourcentage prévu des membres ayant amélioré leur revenu dans le cadre logique.

Administration des modules sur femme et entrepreneuriat pour susciter une saine émulation entre les membres. Les Agents de terrain sont capables de dupliquer ces sessions de formation au bénéfice des femmes et des jeunes.

Encourager l'esprit d'entrepreneuriat des femmes et des jeunes avec des activités innovantes

Aider les membres à gérer leurs business avec profits.

Budget : **Pas nécessaire car ce sont des activités de sensibilisation**

B.8. Fixation des dunes (B.8. – ligne budgétaire B.8.)

Cette activité portant sur la restauration des sols dans certains villages menacés par l'avancée du désert sur le plan existentiel et concernera 3 chantiers en fixation de dune avec une employabilité de 150 travailleurs à raison de 50 travailleurs par chantier. Il faut noter que les bénéficiaires des travaux seront occupés pendant 14 jours de travail effectif par chantier.

Identification des sites des travaux se fera de commun accord avec les mairies concernées en concertation avec les services techniques.

Recrutement des travailleurs par chantiers avec des chefs d'équipe pour diriger les travaux de la haute Intensité des mains d'œuvre (HIMO). S'agissant des travailleurs on peut prioriser les jeunes membres des groupes EPC. Toutefois si leur nombre est insuffisant pour réaliser les travaux planifiés, nous allons en ce moment élargir le recrutement des travailleurs à la communauté toute chose qui contribuera à l'augmentation des revenus de la population et par ricochet à la relance de l'économie locale.

Une partie des fonds sera investie dans l'achat des matériaux et matériels de travail tel que : les dabs, les pelles, pioches, les coupe-coupe, le mètre ruban, les seaux, les fagots des palissades, les arbres, charrette. En ce qui concerne le plan de pérennisation le projet entend mettre en place un comité de gestion des ouvrages en vue d'assurer les entretiens courants (arrosages, suivi des plants).

Lancement des travaux par STOP-SAHÉL au niveau des 03 chantiers.

Suivi et contrôle des chantiers.

Budget : **7.686.000 (11.717 EUR)**

Objectif C :

C.1.2. Appui à l'élaboration des plans d'action de participation citoyenne des femmes et des jeunes pour la défense de leur intérêt et la gestion des affaires publique (C.1.1. – ligne budgétaire C.1.1.)

Information de proximité des cibles.

Tenue des Assemblées générales villageoises de groupements EPC pour lister les priorités des femmes et jeunes.

Appui à la participation des femmes et de jeunes dans la planification et la gestion des affaires locales.

Appui à la définition des axes d'intervention pour la défense des intérêts des femmes et de et de jeunes au niveau village, commune, cercle.

Proposition par les femmes et les jeunes des idées maitresses de leurs plans d'action.

Elaboration de 50 plans d'actions reflétant les préoccupations en lien avec la gestion avec la gestion des affaires publiques des femmes et jeunes par un bureau conseil.

La finalité de l'activité est de renforcer les capacités de 1000 femmes et 250 jeunes dans la prise en comptes de leurs aspirations fondamentales en vue de devenir des groupes de pression pour les dirigeants communaux et villageois.

Documenter les informations recueillies.

Budget : **2.500.000 FCFA (3.811 euros)**

Les activités C.3., C.5.1. et C.5.2. de la convention de financement initiale ont été supprimées

C.5.3. Plaidoyer auprès des autorités villageoises sur l'accès de femmes et jeunes à la terre (C.5.1. – ligne budgétaire C.5.3.)

Renforcement des capacités des leaders locaux en plaidoyer et lobbying. L'activité regroupera au total 79 leaders dont 8 élus, 12 leaders de femmes, 8 leaders de jeunes, 51 conseillers villageois. Au terme de ce renforcement des capacités les leaders locaux joueront pleinement leur partition au niveau communautaire dans les débats sur le plaidoyer.

Activité 2 : Cette activité nouvelle concernera au total 100 personnes dont les chefs de village, les conseillers villageois, les chefs coutumiers, les propriétaires terriens dont l'objectif est de favoriser l'accès des femmes et jeunes à la terre.

Information et sensibilisation de proximité des cibles.

Formulation des messages clés.

Les agents seront chargés de relayer ces messages auprès des acteurs ci-dessus.

Budget : **4.179.000 FCFA (6.370 EUR)**

C.5.4. Documentation des attributions foncières (C.5.1. – ligne budgétaire C.5.4.)

Une nouvelle activité qui sera liée à l'activité C.1.1. dans la proposition technique portant sur l'analyse des contraintes liées à l'accès aux ressources et moyens de production et la terre est une ressource naturelle. Il ne s'agit pas de remplacement d'une ancienne activité par cette nouvelle mais plutôt de compléter l'action de plaidoyer initiée en vue de créer plus d'impact en terme de viabilité de l'activité.

Il s'agira de réaliser une action de plaidoyer dans 51 villages et 4 communes pour faciliter la délivrance des documents fonciers. L'activité regroupera au total 79 leaders dont 8 élus, 12 leaders de femmes, 8 leaders de jeunes, 51 conseillers villageois.

Au niveau communal on va s'intéresser aux membres du Conseil Communal soit 8 élus communaux.

Pour le niveau village le projet s'appuiera sur les Agents terrain pour la conduite de l'action de plaidoyer auprès des détenteurs du pouvoir sur le foncier.

Sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance des titres de propriété en vue d'entreprendre des démarches pour la recherche des documents avec comme indicateur 160 femmes et 40 jeunes.

Budget : **1.180.000 FCFA (1.800 EUR)**

C.7. Mobilisation Citoyenne en vue de rehausser le niveau de participation des femmes et des jeunes aux élections (C.5.2. – ligne budgétaire C.7.)

Le projet prévoit un renforcement des capacités sur la mobilisation citoyenne des leaders femmes et jeunes en vue d'aider les Agents dans la campagne de sensibilisation. La formation regroupera 80 leaders de femmes et 20 leaders de jeunes.

L'activité de sensibilisation regroupera 100 groupements EPC dont 80 groupes des femmes et 20 groupes des jeunes pour un total de 2 500 personnes membres des groupements EPC avec la participation de 2000 femmes et 500 jeunes. Les Agents vont relayer des messages comme :

Vérification des noms de femmes et jeunes sur la liste d'électorale ;

Des IEC sur la Connaissance par les membres du document électoral (carte d'électeur) ;

Expliquer l'importance du vote ;

Voter pour le candidat de votre choix sans achats de conscience ;

Mobilisation citoyenne des membres des groupes EPC pour le retrait des cartes d'électeurs ;

Sensibiliser à la veille du scrutin les femmes et jeunes à accomplir leur devoir civique (vote) ;

Budget : **2.880.000 FCFA (4.390 EUR)**

C.8. Organisation des forums sur la participation des femmes et jeunes aux élections au niveau communal (C.5.2. – ligne budgétaire C.8)

Le projet organisera 4 forums sur la participation de femmes et jeunes aux élections pour le cercle de Gao à raison d'un forum par commune (Gao, Gabéro, Gounzoureye et Soni Ali Ber).

L'équipe du projet a prévu la participation de 240 responsables des groupements féminins et jeunes plus 12 élus communaux soit 252 personnes au total dont 63 participants par commune.

Cette activité créera une émulation entre les groupes EPC en matière de participation citoyenne des femmes et jeunes aux élections. Le forum constitue une opportunité pour les femmes et jeunes de s'exprimer et pointer les contraintes liées à leur participation aux élections.

Le projet financera l'aspect lié à la visibilité (teeshirt, banderole, casquettes, écharpe). Jeux concours portant sur l'élection. Cela permettra d'avoir une meilleure compréhension sur le processus électoral, la démocratie et la décentralisation. L'activité sera sanctionnée par la remise des primes d'encouragement aux 3 meilleures réponses aux questions posées par le jury à cet effet.

Budget : **3.080.000 FCFA (4.695 EUR)**

C.9. Renforcement des capacités de l'équipe du projet sur le processus électoral, la décentralisation et la démocratie (C.5.2. – ligne budgétaire C.9.)

Une nouvelle activité portant sur la tenue de l'Atelier de formation de 7 Agents terrain sur le processus électoral, la décentralisation et la démocratie.

A la fin de la formation les agents sont capables de dupliquer ces sessions auprès de 240 groupes EPC

L'activité nécessitera une location de salle pendant 2 jours ainsi que la prise en charge des frais de restauration et indemnité de déplacement des Agents non-résidents par le projet. Il faut noter les frais de fourniture de l'atelier.

Budget : **542.500 FCFA (827 EUR)**

C.10. Initiation des Responsables femmes et jeunes aux notions de décentralisation, démocratie et le processus électoral (C.5.2. – ligne budgétaire C.10.)

Identification des responsables participants à la formation sur la citoyenneté, la démocratie et le processus électoral.

Organisation par les Agents de 4 ateliers techniques communaux

L'activité regroupera 200 personnes membres des groupements EPC pendant 2 jours dont 160 femmes et 40 jeunes. Elle nécessite la prise en charge les frais de transport des participants non-résidents, les frais de restauration, 4 tableaux à chevalier et la fourniture pour les participants

Suivi des activités.

Budget : **3.580.000 FCFA (5.457 EUR)**

C.11. Formation des responsables groupements partenaires (leadership, citoyenneté, gouvernance locale, contrôle citoyen) (C.5.2. – ligne budgétaire C.11.)

Formation Agents terrain.

Duplication des sessions de formation par l'équipe. L'activité regroupera 100 personnes pendant 3 jours dont 80 femmes et 20 jeunes et elle nécessitera la prise en charge des frais de transport, location salle, les frais de restauration

Sensibilisation post formation Appui à la définition des axes d'intervention pour la défense des intérêts des femmes et de et de jeunes au niveau village, commune, cercle.

Budget : **8.350.000 FCFA (12.729 EUR)**

C.12. Participation des responsables de groupements/associations aux actions citoyennes au niveau village, commune et cercle

C'est une ancienne activité du projet

Des IEC pour démontrer l'importance de la participation des femmes et jeunes aux actions citoyennes

Créer un cadre d'échanges autour des priorités de femmes et jeunes au niveau village, Commune et Cercle

Inciter les femmes à adhérer à des réseaux (CAFO, FENAFER) pour la prise en compte de leurs intérêts et préoccupations

Promouvoir la citoyenneté chez les Femmes et les Jeunes

Budget : **activité de sensibilisation donc pas des coûts**

C.13. Mobilisation des ressources dans les communes partenaires

Dans le cadre logique on a dit qu'il faut atteindre au moins 50 % de mobilisation des ressources dans les communes partenaires et nous constatons que ce seuil n'est pas atteint partout d'où cette nouvelle planification de l'ancienne activité.

Sensibilisation des acteurs concernés au niveau villageois/communal pour la mobilisation des ressources

Sensibilisation des Femmes et jeunes sur l'esprit de la notion de la décentralisation, rôles et responsabilités du citoyen communal.

Créer un cadre d'échanges entre les élus et la population

Mise en place des comités villageois de suivi de mobilisation des ressources

Budget : **activité de sensibilisation donc pas des coûts**

C.14. Localisation des Commissions Foncières villageoises et Communales (COFO)

Etat de lieux des COFO villageoises existantes dans les communes d'intervention

Vérification de la fonctionnalité des COFO Communales

Documenter les informations recueillies

Budget : **pas de budget**

C.15. Promotion des COFO au niveau village et commune (C.5.1. – ligne budgétaire C.15.)

Création de COFO communale et villageoise.

Il s'agira pour l'équipe de projet de se baser sur les textes et des lois portant sur la mise en place des commissions foncières villageoises et communales pour convaincre les autorités d'aller vers la matérialisation de ces structures. Les Agents vont constater l'existence ou non des COFO.

1 action de Plaidoyer auprès du préfet de cercle de Gao pour le convaincre de la nécessité de la mise en place des COFO à travers une décision,

3 actions de plaidoyer auprès des sous-préfets pour les convaincre de la nécessité de la mise en place des COFO à travers une décision au niveau communal,

L'activité de regroupera 1 préfet, 3 sous-préfets, 4 maires ou leur Représentant, 51 chefs de village, 5 Agents de STOP SAHEL plus 1 Superviseur et les Représentants de services techniques de l'Agriculture et du Génie Rural.

Evaluer les résultats concrets des actions de plaidoyer.

Diffusions et rediffusions des messages radios sur le plaidoyer.

Documenter les informations disponibles.

Budget : **1.470.000 FCFA (2.241 EUR)**

C.16. Formation des membres des COFO sur la loi foncière Agricole, la charte pastorale ; la loi d'orientation agricole (C.5.1. – ligne budgétaire C.16.)

Cette session va concerner 40 membres des COFO et vise à renforcer leurs capacités sur les thématiques recommandées par l'évaluation à mi-parcours. Cette activité nécessite la prise en charge des transports pour 40 personnes, frais de restauration, hébergement, fourniture et location salle plus l'honoraire du formateur

Roles et responsabilité des membres de COFO seront clarifiés

Orientation des membres sur la loi foncière Agricole, la charte pastorale ; la loi d'orientation agricole, Information /sensibilisation des populations sur les textes régissant les fonciers par les radios de proximité

Suivi des activités des COFO.

Budget : **2.290.000 FCFA (3.491 EUR)**

Annexe A1.4 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - SÉGOU

Les activités préparatoires Prep.2 et Prep3 de la convention de financement initiale ont été supprimées (voir budget).

Objectif A :

A.2.2. La structuration des groupements et associations en groupes d'épargne/crédit selon le model EPC

Tous les groupements et associations engagés seront restructurés, ainsi en fonction de leur nombre de membres un (01) ou plusieurs groupes composés de 15 à 25 personnes seront constitués. Les membres seront eux même chargés de la constitution de leurs groupes, le personnel veillera à ce que le nombre de membres requis soit respecté.

Constitué de 15 à 25 membres, chaque groupe sera doté d'un comité de gestion composé d'une présidente, d'une vice-présidente, d'une trésorière, d'une secrétaire, d'une gardienne de la caisse et d'une gardienne de la clef.

Des règles de gestion interne, les jours de réunions, les montants de cotisations/épargne fixés ainsi que les modalités d'octroi de crédit et de remboursement etc. seront établies par les membres des groupes eux-mêmes.

Poursuite des activités.

Budget : **pas de budget**

A.2.4. Suivi et accompagnement des groupes par l'équipe dans la mobilisation des fonds à travers les épargnes crédits

Suivi des effets du projet à travers les membres qui mènent les AGR et qui ont beaucoup avancés pour la capitalisation des cas de succès dans les activités.

Budget : **pas de budget**

A.3.1. Appui-conseil de proximité (activité ancienne)

Cette activité portera essentiellement sur l'appui à l'organisation des groupes autour de la mobilisation et la gestion de l'épargne, la gestion des opérations de crédit et le financement de leurs activités génératrices de revenus : Au niveau de chaque groupe un montant d'épargne sera fixé par les membres ainsi que la période de mise. Au bout d'un ou deux mois de mobilisation les groupes seront incités à commencer l'octroi de crédits aux membres qui désirent entreprendre des activités génératrices de revenus.

L'équipe fera le suivi, l'accompagnement et l'encadrement des groupes AT. Les groupes continueront les épargnes et crédits et développeront les AGR.

Budget : **pas de budget**

A.4.1 Suivi et accompagnement de 80 AR dans l'encadrement de leurs groupes.

L'équipe fera des suivis et d'accompagnement des AR dans les soucis de la pérennisation et la collecte des informations des groupes AR sur les épargnes crédit et les fonds mobilisés par les groupes AR.

Le suivi et l'accompagnement des AR permettront d'identifier les membres des groupes AR qui mènent des AGR rentables à travers les prêts.

Justification : Cela permettra de capitaliser le changement apporté par le projet : les cas de succès pour les groupes AR. Les suivis permettront aussi de connaître les fonds mobilisés par les groupes AR.

Budget : **pas de budget**

A.5. L'IEC au niveau des groupes sur la bonne gestion des ressources financières et matérielles, l'esprit d'entreprise, la citoyenneté, leur participation dans la gestion des affaires publiques (ancienne activité – poursuite)

Elle sera une activité transversale, continue durant tout le processus et se fera lors des rencontres au niveau des groupes ou sur les antennes des radios locales. Les modules de formations disponibles au niveau des deux ONG serviront de base pour l'animation des séances. Les thèmes porteront sur le rôle et la place des femmes dans le développement économique et social des localités, le respect des règles de gestion de leurs organisations, la bonne gestion des ressources financières et matérielles mobilisées, l'esprit d'entreprise, les droits et devoirs et la participation dans la gestion des affaires publiques etc. Elle portera aussi sur le partage des expériences et cas de succès observés au niveau d'un ou plusieurs groupes surtout dans le financement et le développement des activités économiques.

Cette démarche permettra de consolider les groupes encadrés et même influencer ceux d'autres localités qui ne sont pas pris en compte par le programme. Ces actions vont pousser les femmes à être plus entreprenantes et éviter l'attentisme dans la gestion des différentes problématiques de développement de leurs activités et leurs localités.

Budget : **ancien budget**

A.5.1 : Nouvelle activité : montage des audios de sensibilisation et d'information sur le COVID 19 (A.5.1. – ligne budgétaire A.5.1) -

Sketch audio sur le COVID 19 à diffuser par les radios de proximité. Un groupe théâtral sera choisi pour monter des audios de sensibilisation et d'information sur le COVID 19 . Le cout de la prestation de service sera budgétisé.

Budget : **1.500.000 (2.287 EUR)**

Objectif B :

B.1.1. Distribution des semences aux groupements performants pour établir un stock de vente et construction des magasins de stockage (B.1.1. – ligne budgétaire B.1.1.)

De manière analogue au soutien apporté aux coopératives nouvellement formées à Dioila, nous proposons également pour Ségou de fournir un poste de vente de semences de haute qualité par communauté. Puisqu'aucune coopérative n'a été établie à Ségou, les groupes d'épargne/jardins performants pourraient jouer ce rôle ici. La vente de semences alimente ainsi un fonds de

roulement qui peut être utilisé pour acheter à nouveau des semences. Chaque communauté (8) reçoit également une subvention de 2.000.000 pour la construction d'un entrepôt. La commune doit combler elle-même le montant éventuellement manquant pour achever la construction. Une contribution de contrepartie de la part de la communauté concernée sera apportée.

Budget : 23.640.000 FCFA (7.640.000 pour semences et 16.000.000 pour les magasins) (36.039 EUR)

Les activités B.4. et B.5.1. de la convention de financement initiale ont été supprimées (voir budget).

Objectif C :

C.2. La collaboration avec les médias (C.2.1. – ligne budgétaire C.2)

La collaboration avec les médias continuera en 2022 et nous permettra d'informer et de sensibiliser le maximum de personnes sur le projet. Ils toucheront les cibles directes et indirectes des localités du projet (aussi en lien avec l'activité 5.6.).

Budget : 2.000.000 FCFA (3.049 EUR) – supplément de financement

L'activité C.5.1. de la convention de financement initiale a été supprimée (voir budget).

C.5.3. Renforcement des capacités des leaders communautaires en plaidoyer/lobbying) (C.5.1. – ligne budgétaire C.5.3)

Organisation de 8 sessions de renforcement de capacités de 3 jours à l'intention des leaders communautaires sur la notion de plaidoyer lobbying. Cette formation sera une formation pratique sur les techniques de négociation et plaidoyer. A la fin de cette formation les leaders villageois seront capables d'entreprendre des actions de défense de leurs intérêts notamment l'accès au facteur de production (terre, financement, intrants). Ils seront aussi capables d'initier des actions d'interpellation sur des questions relatives à la gestion des affaires publiques.

La formation subdivisée en 8 sessions soit une session par commune et regroupera, par session 40 leaders. Elle sera donnée par les équipes terrain en binôme. Pour ce faire les désignations, transport, prise en charge, hébergement et restauration seront budgétisés sur place dans la commune ou dans le cercle si les communes ne disposent pas d'infrastructures adéquates. Ces relais formés seront en charge de répliquer la formation auprès des autres membres des groupes.

Budget : 17.800.000 FCFA (27.136EUR)

C.5.4. Formation de l'équipe sur les lois d'orientation agraires et la gestion du foncier au Mali (C.5.1. – ligne budgétaire C.5.4.)

Tenue d'une session de formation de 08 agent de l'équipe programme sur la loi d'orientation et gestion du foncier au Mali. Pour cela, il aura l'élaboration des TDRs le recrutement d'un consultant,

la location salle et les prises en charges des participants, les frais de l'honoraire du consultant. Cela permettra à l'équipe de s'enquérir des notions sur la gestion du foncier afin de soutenir les actions des femmes et les jeunes pour faciliter la recherche des terres cultivables durables et sécurisées.

Budget : **1.495.000 FCFA (2.279 EUR)**

C.5.5. Formation de 250 autorités villageoises, les propriétaires terriens, communales et 70 leaders femmes et jeunes sur la loi d'orientation agricole et la gestion du foncier au Mali (C.5.1. – ligne budgétaire C.5.5)

Les 08 sessions seront tenues à Ségou. Ceux-ci renforcés seront des alliés potentiels des femmes et jeunes pour l'accompagnement et la facilitation du processus.

Budget : **6.440.000 FCFA (9.818 EUR)**

C.5.6. Rencontre de plaidoyer dans les 08 communes avec sketch sur l'accès des femmes et jeunes à la terre durable (C.5.1. – ligne budgétaire C.5.6)

L'activité regroupera 60 participants par commune. Les leaders des groupements de femmes et jeunes des communes, les maires des communes d'interventions les services techniques partenaires au programme participeront. Des femmes et jeunes seront sélectionnées pour préparer un sketch de plaidoyer sur l'accès des femmes et jeunes à la terre en relation avec la loi d'orientation agricole le % des terres 30% voté pour les femmes et jeunes. Les membres choisis feront de répétitions pour l'assimilation des rôles. Au cours de cette rencontre Les invités seront les autorités.

L'estimation budgétaire est : la location des 60 chaises, la sonorisation, tee short La prise en charge restauration des 60, le déplacement de 40 non-résidents. L'encadreur des femmes et jeunes pour le sketch aura une motivation par commune. Les prises en charge des officiels et les médias seront estimés.

Collaboration avec les médias publics et privés: Des émissions seront réalisées sur les antennes des radios de proximité ou sur les plateaux des chaînes de télévisions. En fonction des thèmes, elles seront animées par les responsables des organisations de producteurs, des personnes ressources ou le personnel de CAEB. Pour ce faire des contrats de prestations seront signés avec les différentes radios et télévisions pour la couverture et la diffusion des émissions (voir C.2.).

Budget : **14.048.000 FCFA (21.416 EUR)**

L'activité C.6. de la convention de financement initiale a été supprimée (voir budget).

C.6.3. Formation de l'équipe sur le processus électoral et la bonne gouvernance (C.5.2. – ligne budgétaire C.6.3)

08 agents seront formés sur les thématiques élections et gouvernance locale. Des termes de référence seront élaborés suivi du recrutement d'un consultant pour faciliter l'atelier. La location d'une salle avec les prises en charge des participants

Budget : **1.531.000 FCFA (2.334 EUR)**

C.6.4. Formation de 280 leaders femmes et jeunes sur le processus électoral, la gouvernance locale (C.5.2. – ligne budgétaire C.6.4)

Cette formation sera facilitée par un consultant externe. Après cette session, les formateurs qui sont les agents terrain vont former à leur tour les 280 membres des réseaux par thématique.

Formation 35 membres, dont (20 femmes et de 15 jeunes leaders) des 08 réseaux sur le processus électoral, démocratie et la décentralisation,

Sensibilisation et mobilisation sur le processus électoral et l'inscription des femmes et jeunes sur les listes électorales

Contrat avec les radios de proximité pour la sensibilisation, l'information sur les médias sur le processus électoral (l'importance du vote, le retrait des cartes d'électeurs, l'identification des centres et bureaux de vote); la participation et la candidature des femmes et des jeunes leaders aux élections.

Pour ce faire une salle de réunion et une prise charge transport et restauration seront prises en charge sur place dans la commune ou dans le cercle si les communes ne disposent pas d'infrastructures adéquates.

Cette activité favorisera une meilleure participation des groupes cibles du projet dans le processus électoral. Elle permettra aux femmes et jeunes de mieux comprendre le processus et de comprendre qu'ils peuvent être électeurs ou candidats aux postes en jeu. Une fois élu au sein du conseil communal, ils pourront mieux défendre la cause des jeunes et des femmes.

Budget : 25.720.000 FCFA (39.210 EUR)

C.6.5. Tenue de débat sur les droits et devoirs citoyens, rôles et responsabilité des dirigeants et de la société civile (C.5.2. – ligne budgétaire C.6.5)

Dans les 08 communes d'interventions, 08 tables rondes seront organisées pour échanger sur les droits et devoirs citoyens, les obstacles et les solutions liées à l'émergence et l'implication des femmes et jeunes sur le plan politique. Les stratégies qui favorisent l'inclusif ou insertion des femmes et jeunes sur les listes électorales. Les invités seront les autorités administratives, communales et villageoises, les leaders religieux, les leaders des OCB femmes, jeunes, les structures comme la promotion de la femme, la CAFO. Pour tenir cette activité une salle sera, la sonorisation seront louées. Les frais de la prise en charge de la journée, le transport, la restauration des participants, les déplacements seront budgétisés. La radio sera invitée pour la couverture médiatique de l'activité. La confection des banderoles et teeshirt.

Budget : 2.440.000 FCFA (3.720 EUR)

Annexe A1.5 Activités supplémentaires de la phase de prolongation - OXFAM

Mesures d'accompagnement :

M.3. Assurer la supervision/des visites de suivi par région du projet (nord et sud)

Le suivi régulier sera poursuivi en 2022.

Budget : **5.128.000 FCFA (7.831 EUR)** – supplément de financement

M.9.1. Documentaire (magazine vidéo)

Il s'agit d'un complément à une activité d'accompagnement existante à répéter en 2021 et 2022. Les cas de succès seront identifiés et feront l'objet de petits films documentaires. Pour comprendre la vie des bénéficiaires avant le projet et comment l'intervention du projet a changé sa vie de façon positives. La vidéo va aussi donner une ouverture sur la multiplication des cas de ce genre en lançant un appel aux autorités et aux partenaires au développement.

Budget : **ancien budget**

Objectif D :

D.3. Table ronde régionale de sensibilisation des autorités régionales sur les contraintes d'accès des femmes et des jeunes à la terre (D.1. – ligne budgétaire global OXFAM Objectif D)

Deux tables rondes (une pour les femmes et une pour les jeunes) seront organisées pour ouvrir le débat permettant aux femmes de s'exprimer sur les contraintes spécifiques et de sensibilisation des autorités locales, régionales et nationales sur la prise en charges dans documents de politique national. Elle sera facilitée par un spécialiste et couvert par les media publique et privée pour une large diffusion. Participeront à cette table les femmes de l'intérieur mais surtout celles des faitières à Bamako pour donne une envergure nationale a l'évènement. 30 personnes composée d'autorités et des cibles participeront à chacune des tables rondes dans une salle qui se prête a de tel évènement, avec une large couverture médiatique par la presse écrite et audio visuelles privées et publique.

Budget : **5.380.000 FCFA (8.202 EUR)**

D.4. Journée porte ouverte sur les activités du projet PSEC a l'intention de haute autorités Parlement département ministériel (D.2. – ligne budgétaire global OXFAM Objectif D)

Il s'agit-là de mettre la lumière sur les interventions du projet sur le terrain afin que les plus grandes autorités du pays soient informées de l'engagement du projet mais aussi et surtout les jeunes et femmes bénéficiaires du projet.

Une zone d'accueil sera choisie de commun accord avec les partenaires. Les autorités au nombre de 10 maxi seront transportées sur les lieux par les moyens du projet et une prise en charges leur sera accorder à cet effet.

Un debriefing couvert par les media sera organiser à la fin de la mission pour recueillir l'impression des autorités sur le projet. L'évènement sera clôturé par un déjeuner qui regroupera les bénéficiaires et les autorités et agents du projet.

Budget : **2.455.000 FCFA (3.743 EUR)**

D.5. Organisation d'une caravane de sensibilisation du grand publique et des autorités sur les contraintes d'accès durable des femmes et des jeunes à la terres et d'accès à des opportunités économiques, suivi d'adresse des revendications aux autorités dans chaque région et au niveau de Bamako (D.3. – ligne budgétaire global OXFAM Objectif D)

Il s'agit-là d'organiser une tournée dans la ville avec un camion équiper de matériel de sonorisation dont les chansons locales faisant la gloire de la femme et le rôle de la femme dans notre société. Ces chansons seront entrecoupées par des annonces faites par les femmes sur les durent condition de productions mais aussi d'absence d'opportunités pour les femmes à s'épanouir économiquement.

Cette tournée sera organisée à Bamako avec la participation de 2 femmes au moins par régions. L'évènement sera couvert par les media publique et privées.

Des banderoles avec des messages clés seront produit pour décorer le camion et créer plus de visibilité. A la fin du parcours un message sera remis aux autorités sur les questions brulantes d'accès des femmes et de jeunes à la terre.

Budget : **5.620.000 FCFA (8.560 EUR)**

D.6. Appui à la participation des communautés a Finagri (Salon du Financement de l'Agriculture) (D.4. – ligne budgétaire global OXFAM Objectif D)

Le salon du Financement de l'agriculture malienne FINAGRI est un espace qui met en relations les institutions financières et les producteurs agricoles. Cette idée s'explique par le fait que l'agriculture occupe plus de 70% de la population malienne en activité. Ce secteur contribue également à plus de 30% des recettes d'exportation du pays.

Cependant, les défis du secteur restent beaucoup, dont le plus énorme est celui du financement. Pour avoir du financement, les petits producteurs font face à beaucoup de contraintes à savoir des exigences de garanties, des taux d'intérêts élevés et la lourdeur de la contractualisation.

PSEC sera représenté à cet évènement à travers 4 stands - un stand par zone. Les stands seront animés par 1 homme et 1 femme et les produits qui y seront exposés seront des produits venant de nos intervention, Sesam, Arachide, Echalotte et pomme de terre, produits artisanaux du Nord.

Chaque équipe sera accompagnée par un agent du projet soit au total 04 producteurs et 04 productrices et 04 agents du projet, soit au total 12 participants PSEC. Des véhicules seront loués pour chaque zone , à l'exception de la zone de Gao qui empruntera le vol pour 3 personnes.

Au cours de la foire il sera organisé une sorte d'atelier pour favoriser le lien entre les producteurs et les acheteurs de leurs produits. Pendant ce forum organiser par agro focus, les producteurs et

les acheteurs sont invités. Les producteurs avec des échantillons de leur produits mais aussi outillés d'information utiles sur la production de leur zone. Les représentants des producteurs qui viennent à ces foires doivent être suffisamment capable de bien communiquer sur leur produit et d'avoir les informations à jours concernant la capacité de production de leur membre.

Aussi les participants bénéficieront des prises en charge selon les règles de Oxfam par jour un hébergement à l'hôtel.

Budget : 8.380.000 FCFA (12.775 EUR)

Annexe B2 : Budget

Le budget du projet en euros est contraignant; les montants en monnaie locale sont fournis à titre indicatif uniquement.

Dépenses			euros	francs CFA
1.1	Biens et équipement		62.749,00 €	41.162.000,00
1.1.1	Motos, accessoires, vignette-assurance		43.938,00 €	28.822.000,00
1.1.1	STOP SUD	Motos, accessoires, vignette-assurance	8.522,00 €	5.590.000,00
1.1.1	STOP NORD	Motos, accessoires, vignette-assurance	13.447,00 €	8.821.000,00
1.1.1	CAEB SUD	Motos, accessoires, vignette-assurance	8.522,00 €	5.590.000,00
1.1.1	CAEB NORD	Motos, accessoires, vignette-assurance	13.447,00 €	8.821.000,00
1.1.2	Matériel de bureau		18.811,00 €	12.340.000,00
1.1.2	STOP SUD	Matériel de bureau	4.207,00 €	2.760.000,00
1.1.2	STOP NORD	Matériel de bureau	5.694,00 €	3.735.000,00
1.1.2	CAEB SUD	Matériel de bureau	4.207,00 €	2.760.000,00
1.1.2	CAEB NORD	Matériel de bureau	4.703,00 €	3.085.000,00
1.2	-	Réalisation du projet	2.500.831,00 €	1.640.422.000,00
	Déplacements, communication, frais généraux		255.148,00 €	167.366.000,00
1.2.1	STOP SUD	Déplacements, communications, frais généraux	57.688,00 €	37.841.000,00
1.2.2	STOP NORD	Déplacements, communications, frais généraux	70.503,00 €	46.247.000,00
1.2.3	CAEB SUD	Déplacements, communications, frais généraux	57.063,00 €	37.431.000,00
1.2.4	CAEB NORD	Déplacements, communications, frais généraux	69.894,00 €	45.847.000,00
1.2.5	Frais de tenue de compte au Mali		2.159,00 €	1.415.000,00
1.2.5	STOP SUD	Frais de tenue de compte	612,00 €	401.000,00
1.2.5	STOP NORD	Frais de tenue de compte	516,00 €	338.000,00
1.2.5	CAEB SUD	Frais de tenue de compte	621,00 €	407.000,00
1.2.5	CAEB NORD	Frais de tenue de compte	410,00 €	269.000,00
1.2.6	ODE	Frais de virements en Allemagne	3.624,00 €	2.377.000,00
1.2.7	STOP SUD	Supervision et coordination	32.774,00 €	21.498.000,00
1.2.8	STOP NORD	Supervision et coordination	27.237,00 €	17.866.000,00
1.2.9	CAEB SUD	Supervision et coordination	32.774,00 €	21.498.000,00
1.2.10	CAEB NORD	Supervision et coordination	27.237,00 €	17.866.000,00
1.2.11	OGB MLI	Supervision et coordination Oxfam au Mali	27.907,00 €	18.306.000,00

		Dépenses	euros	francs CFA
1.2.12	STOP SUD	COMPOSANTE SUD	445.567,00 €	292.274.000,00
	STOP SUD	Activités préparatoires	17.866,00 €	11.720.000,00
1.2.12	STOP SUD	Prep.1. Orientation et formation du personnel	7.653,00 €	5.020.000,00
1.2.12	STOP SUD	Prep.2. Information des autorités au niveau cercle	762,00 €	500.000,00
1.2.12	STOP SUD	Prep.3. Information des autorités et des cibles au niveau commune	4.573,00 €	3.000.000,00
1.2.12	STOP SUD	Prep.4. Établissement de la situation de référence	4.878,00 €	3.200.000,00
	STOP SUD	OBJECTIF A	66.556,00 €	43.658.000,00
1.2.12	STOP SUD	A.4.1. Formation alphabétisation (gestionnaires/comités)	24.273,00 €	15.922.000,00
1.2.12	STOP SUD	A.4.2. Elaboration et multiplication des outils de gestion	7.226,00 €	4.740.000,00
1.2.12	STOP SUD	A.5. Formation leaders (320): droits/devoirs politiques et civiques	35.057,00 €	22.996.000,00
	STOP SUD	OBJECTIF B	260.457,00 €	170.849.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.2. Achat de plants d'arbres (12000 plants)	13.720,00 €	9.000.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.3. Formation et équipement des producteurs (champs école/commune)	8.537,00 €	5.600.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.4.1. Appui en petits ruminants (240 personnes/cercle)	58.540,00 €	38.400.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.4.2. Organisation du concours du plus bel animal (par commune)	4.269,00 €	2.800.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.5. Semences améliorées (100 kg pour 160 associations)	35.826,00 €	23.500.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.5.1. Stock de semences améliorées pour le coop + magasin	36.039,00 €	23.640.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.6.1. Étude d'identification des filières porteuses	9.628,00 €	6.316.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.6.2. Formation respects des normes (filières porteuses)	500,00 €	328.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.6.3. Formation fixation de prix et négociation (filières porteuses)	1.098,00 €	720.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.6.4. Formation gestion administrative et financières (filières porteuses)	549,00 €	360.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.6.5. Formation marketing (filières porteuses)	1.829,00 €	1.200.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.8. Visite d'échange partenariats stratégiques	8.887,00 €	5.830.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.9.1. Kits pour les filières porteuses (matériels, équipements)	22.105,00 €	14.500.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.9.2. Alimentation plate-forme Buy from women	4.573,00 €	3.000.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.9.3. Mise en relation avec les faitières	3.658,00 €	2.400.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.10. Appuis en Kits (outils, matériels et équipements)	13.720,00 €	9.000.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.10. Formation professionnelle des jeunes	11.433,00 €	7.500.000,00
1.2.12	STOP SUD	B.10. Appui aux 50 promoteurs en AGR	25.546,00 €	16.757.000,00
	STOP SUD	OBJECTIF C	100.688,00 €	66.047.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.1.1. Atelier sur contraintes d'accès des femmes et jeunes à la terre	8.310,00 €	5.451.000,00

		Dépenses	euros	francs CFA
1.2.12	STOP SUD	C.1.3. Formation des membres de la CoFo sur leurs rôles et responsabilités	6.885,00 €	4.516.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.1.4. Formation des membres de la CoFo sur différents thèmes	13.464,00 €	8.832.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.2. Communication par les radios (2 stations/cercle)	5.336,00 €	3.500.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.2.1. Contrat radio pour les textes regissant le foncier	3.048,00 €	2.000.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.2.2. Dépliants et supports (3000) sur les textes régissant le foncier	4.573,00 €	3.000.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.3. Formation plaidoyer/lobbying pour le personnel	1.910,00 €	1.253.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.4. Transport des femmes/jeunes pour le réseautage (cercle, région et national)	4.878,00 €	3.200.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.5.1. Actions plaidoyer/lobbying (par commune)	10.818,00 €	7.096.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.5.2. Suivi par les services techniques	4.574,00 €	3.000.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.6. Journées citoyennes (espaces d'interpellation)	12.061,00 €	7.911.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.6.3 Formation pour participation aux élections	15.843,00 €	10.392.000,00
1.2.12	STOP SUD	C.6.4. Sensibilisation et information sur l'importance du vote	8.988,00 €	5.896.000,00
1.2.13	STOP NORD	COMPOSANTE NORD	502.984,00 €	329.938.000,00
	STOP NORD	Activites préparatoires	10.266,00 €	6.734.000,00
1.2.13	STOP NORD	Prep.1. Orientation et formation de base du personnel sur EPC	3.597,00 €	2.359.000,00
1.2.13	STOP NORD	Prep.2. Information des autorités au niveau cercle	572,00 €	375.000,00
1.2.13	STOP NORD	Prep.3. Information des autorités et des cibles au niveau commune	3.049,00 €	2.000.000,00
1.2.13	STOP NORD	Prep.4. Établissement de la situation de référence	3.048,00 €	2.000.000,00
	STOP NORD	OBJECTIF A	45.707,00 €	29.982.000,00
1.2.13	STOP NORD	A.1.1. Formation en système d'information et gestion des groupes EPC (agents terrain)	2.166,00 €	1.421.000,00
1.2.13	STOP NORD	A.1.2. Formation en répliation EPC (agents terrain)	1.860,00 €	1.220.000,00
1.2.13	STOP NORD	A.1.3. Formation citoyenneté active et AGR (agents terrain)	2.729,00 €	1.790.000,00
1.2.13	STOP NORD	A.1.3. Recyclage de 50 agents répliateurs	3.529,00 €	2.315.000,00
1.2.13	STOP NORD	A.2. Base de données pour les nouveaux groupes créés	3.811,00 €	2.500.000,00
1.2.13	STOP NORD	A.4.1. Formation des agents répliateurs (50 personnes)	5.938,00 €	3.895.000,00
1.2.13	STOP NORD	A.4.2. Supports et outils de travail (agents et répliateurs)	5.994,00 €	3.932.000,00
1.2.13	STOP NORD	A.6. Formation alphabétisation (gestionnaires/comités)	19.680,00 €	12.909.000,00
	STOP NORD	OBJECTIF B	389.920,00 €	255.774.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.1. Aménagement de 5 jardins maraichers féminins	176.263,00 €	115.621.000,00

		Dépenses	euros	francs CFA
1.2.13	STOP NORD	B.1.1. Techniques de conservation et transformation	7.660,00 €	5.025.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.1.2. techniques de commercialisation	7.355,00 €	4.825.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.1.3. Organisation autour des jardins	3.872,00 €	2.540.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.1.4. Dotation des 5 jardins maraichers en semences	3.811,00 €	2.500.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.1.5. Réhabilitation des jardins maraichers	30.489,00 €	20.000.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.2. Chèvres (3 sujets/personne; 125 femmes)	28.854,00 €	18.927.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.3. Équipement de transformation/conservation	3.811,00 €	2.500.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.4. Activités artisanales (formations et équipement)	5.717,00 €	3.750.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.5.1. Formation professionnelle (40 jeunes)	3.887,00 €	2.550.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.5.2. Kits d'installation (20 meilleurs)	9.147,00 €	6.000.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.5.3 Formation professionnelle et équipement de 20 nouveaux jeunes	9.146,00 €	6.000.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.6. Visites d'échanges pour les groupements (1 par commune)	3.125,00 €	2.050.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.7. Fonds d'appui initiatives économiques	85.066,00 €	55.800.000,00
1.2.13	STOP NORD	B.8. Fixation de 3 dunes dans 3 communes	11.717,00 €	7.686.000,00
	STOP NORD	OBJECTIF C	57.091,00 €	37.450.000,00 €
1.2.13	STOP NORD	C.1.1. 50 Plan d'action de participation citoyenne	3.811,00 €	2.500.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.2. Communication par les radios (2 stations/cercle)	4.573,00 €	3.000.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.3. Formation plaidoyer/lobbying pour le personnel	- €	-
1.2.13	STOP NORD	C.4. Transport des femmes/jeunes pour le réseautage	609,00 €	400.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.5.1. Actions plaidoyer/lobbying (par commune)	- €	-
1.2.13	STOP NORD	C.5.2. Suivi par les services techniques	- €	-
1.2.13	STOP NORD	C.5.3. Formation et Plaidoyer pour l'accès à la terre par des leaders	6.370,00 €	4.178.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.5.4. Documentation des attribution foncières	1.800,00 €	1.181.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.6. Cadres de concertation	6.098,00 €	4.000.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.7. Mobilisation Citoyenne pour rehausser la participation électorale	4.390,00 €	2.880.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.8. Forums sur la participation des femmes et jeunes aux élections au niveau communal	4.695,00 €	3.080.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.9 Renforcement capacités des agents sur processus électoral	827,00 €	542.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.10. Formation Décentralisation, démocratie, élection	5.457,00 €	3.580.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.11 Formation Leadership, Citoyenneté, gouvernance locale, contrôle citoyen (responsables grpts)	12.729,00 €	8.350.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.15. Promotion COFO (plaidoyer)	2.241,00 €	1.470.000,00
1.2.13	STOP NORD	C.16. Formation des COFO niveau village/commune	3.491,00 €	2.290.000,00

		Dépenses	euros	francs CFA
1.2.14	CAEB SUD	COMPOSANTE SUD	459.185,00 €	301.207.000,00
	CAEB SUD	Activités préparatoires	16.148,00 €	10.593.000,00
1.2.14	CAEB SUD	Prep.1. Orientation et formation du personnel	5.935,00 €	3.893.000,00
1.2.14	CAEB SUD	Prep.2. Information des autorités au niveau cercle	762,00 €	500.000,00
1.2.14	CAEB SUD	Prep.3. Information des autorités et des cibles au niveau commune	4.573,00 €	3.000.000,00
1.2.14	CAEB SUD	Prep.4. Établissement de la situation de référence	4.878,00 €	3.200.000,00
	CAEB SUD	OBJECTIF A	93.637,00 €	61.422.000,00
1.2.14	CAEB SUD	A.4.1. Formation alphabétisation (gestionnaires/comités)	26.464,00 €	17.359.000,00
1.2.14	CAEB SUD	A.4.2. Elaboration et multiplication des outils de gestion	9.136,00 €	5.993.000,00
1.2.14	CAEB SUD	A.4.3. Renforcement alphabétisation de base, suivi des centres	22.913,00 €	15.030.000,00
1.2.14	CAEB SUD	A.5. Formation leaders (320): droits/devoirs politiques et civiques	35.124,00 €	23.040.000,00
	CAEB SUD	OBJECTIF B	258.528,00 €	169.584.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.2. Achat de plants d'arbres (12000 plants)	14.625,00 €	9.593.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.2.1. Formation des pépiniéristes par un spécialiste	7.590,00 €	4.979.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.3. Formation et équipement des producteurs (champs école/commune)	18.746,00 €	12.297.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.4.1. Appui en petits ruminants (240 personnes/cercle)	49.393,00 €	32.400.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.4.2. Organisation du concours du plus bel animal (par commune)	- €	-
1.2.14	CAEB SUD	B.5. Semences améliorées (100 kg pour 160 associations)	30.490,00 €	20.000.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.5.1. Stock de semences améliorées pour le coop + magasin	36.039,00 €	23.640.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.6.1. Étude d'identification des filières porteuses	5.854,00 €	3.840.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.6.2. Formation respects des normes (filières porteuses)	1.380,00 €	905.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.6.3. Formation fixation de prix et négociation (filières porteuses)	762,00 €	500.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.6.4. Formation gestion administrative et financières (filières porteuses)	545,00 €	357.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.6.5. Formation marketing (filières porteuses)	- €	-
1.2.14	CAEB SUD	B.8. Visite d'échange partenariats stratégiques	4.574,00 €	3.000.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.9.1. Kits pour les filières porteuses (matériels, équipements)	24.206,00 €	15.878.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.9.2. Alimentation plate-forme Buy from women	4.572,00 €	2.999.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.9.3. Renforcement des relations des coopératives avec faitières	4.573,00 €	3.000.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.10. Appuis en Kits (outils, matériels et équipements)	12.815,00 €	8.406.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.10. Appui aux 60 promoteurs en AGR	30.930,00 €	20.289.000,00
1.2.14	CAEB SUD	B.10. Formation professionnelle des jeunes	11.434,00 €	7.500.000,00

		Dépenses	euros	francs CFA
	CAEB SUD	OBJECTIF C	90.872,00 €	59.610.000,00
1.2.14	CAEB SUD	C.2. Communication par les radios (2 stations/cercle)	5.334,00 €	3.500.000,00
1.2.14	CAEB SUD	C.3. Formation plaidoyer/lobbying pour le personnel	1.524,00 €	1.000.000,00
1.2.14	CAEB SUD	C.3.1. Renforcement des leaders communautaires en plaidoyer/lobbying	14.635,00 €	9.600.000,00
1.2.14	CAEB SUD	C.4. Transport des femmes/jeunes pour le réseautage (cercle, région et national)	2.440,00 €	1.600.000,00
1.2.14	CAEB SUD	C.5.1. Actions plaidoyer/lobbying (par commune)	- €	-
1.2.14	CAEB SUD	C.5.2. Suivi par les services techniques	4.572,00 €	3.000.000,00
1.2.14	CAEB SUD	C.6. Journées citoyennes (espaces d'interpellation)	- €	-
1.2.14	CAEB SUD	C.6.3. Formation des formateurs et caravane sur le processus électorale	41.847,00 €	27.450.000,00
1.2.14	CAEB SUD	C.6.4. Formation des CoFo sur leurs rôles et responsabilités	20.520,00 €	13.460.000,00
1.2.15	CAEB NORD	COMPOSANTE NORD	493.981,00 €	324.031.000,00
	CAEB NORD	Activités préparatoires	8.526,00 €	5.593.000,00
1.2.15	CAEB NORD	Prep.1. Orientation et formation de base du personnel sur EPC	3.648,00 €	2.393.000,00
1.2.15	CAEB NORD	Prep.2. Information des autorités au niveau cercle	- €	-
1.2.15	CAEB NORD	Prep.3. Information des autorités et des cibles au niveau commune	- €	-
1.2.15	CAEB NORD	Prep.4. Établissement de la situation de référence	4.878,00 €	3.200.000,00
	CAEB NORD	OBJECTIF A	57.493,00 €	37.712.000,00
1.2.15	CAEB NORD	A.1.1. Formation en système d'information et gestion des groupes EPC (agents terrain)	1.098,00 €	720.000,00
1.2.15	CAEB NORD	A.1.2. Formation en réplcation EPC (agents terrain)	2.209,00 €	1.449.000,00
1.2.15	CAEB NORD	A.1.3. Formation citoyenneté active et AGR (agents terrain)	2.738,00 €	1.796.000,00
1.2.15	CAEB NORD	A.2. Base de données pour les nouveaux groupes créés	3.784,00 €	2.482.000,00
1.2.15	CAEB NORD	A.4.1. Formation des agents réplcateurs (50 personnes)	2.857,00 €	1.874.000,00
1.2.15	CAEB NORD	A.4.2. Supports et outils de travail (agents et réplcateurs)	16.910,00 €	11.092.000,00
1.2.15	CAEB NORD	A.5.1. Sensibilisation et information COVID par la groupe théâtrale	2.287,00 €	1.500.000,00
1.2.15	CAEB NORD	A.6. Formation alphabétisation (gestionnaires/comités)	25.610,00 €	16.799.000,00
	CAEB NORD	OBJECTIF B	304.989,00 €	200.060.000,00
1.2.15	CAEB NORD	B.1. Aménagement de 5 jardins maraichers féminins	191.266,00 €	125.462.000,00
1.2.15	CAEB NORD	B.1.1. Appui en semences aux gpts performants + magasins	36.039,00 €	23.640.000,00
1.2.15	CAEB NORD	B.1.4. Buy from Women	4.573,00 €	3.000.000,00
1.2.15	CAEB NORD	B.2. Chèvres (3 sujets/personne; 125 femmes)	24.297,00 €	15.938.000,00
1.2.15	CAEB NORD	B.3. Équipement de transformation/conservation	2.287,00 €	1.500.000,00

Dépenses			euros	francs CFA
1.2.15	CAEB NORD	B.4. Activités artisanales (formations et équipement)	- €	-
1.2.15	CAEB NORD	B.5.1. Formation professionnelle (40 jeunes)	- €	-
1.2.15	CAEB NORD	B.5.2. Kits d'installation (20 meilleurs)	9.787,00 €	6.420.000,00
1.2.15	CAEB NORD	B.6. Visites d'échanges pour les groupements (1 par commune)	3.232,00 €	2.120.000,00
1.2.15	CAEB NORD	B.7. Fonds d'appui initiatives économiques	33.508,00 €	21.980.000,00
	CAEB NORD	OBJECTIF C	122.973,00 €	80.666.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.2. Communication par les radios (2 stations/cercle)	6.709,00 €	4.401.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.3. Formation plaidoyer/lobbying pour le personnel	2.427,00 €	1.592.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.4. Transport des femmes/jeunes pour le réseautage (cercle, région et national)	3.352,00 €	2.199.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.5.1. Actions plaidoyer/lobbying (par commune)	- €	-
1.2.15	CAEB NORD	C.5.2. Suivi par les services techniques	4.572,00 €	3.000.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.5.3. Renforcement des capacités des leaders en plaidoyer/lobbying	27.136,00 €	17.800.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.5.4. Formation de l'équipe sur les lois d'orientation agraires et la gestion du foncier	2.279,00 €	1.495.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.5.5. Formation des autotités villageois etc. sur la loi d'orientation agricole et la gestion du foncier	9.818,00 €	6.440.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.5.6. Rencontre de plaidoyer par commune avec sketch	21.416,00 €	14.048.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.6. Cadres de concertation	- €	-
1.2.15	CAEB NORD	C.6.3. Formation de l'équipe sur le processus électoral	2.334,00 €	1.531.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.6.4. Formation des leaders OCB sur le processus électoral	39.210,00 €	25.720.000,00
1.2.15	CAEB NORD	C.6.5. Débats rondes sur les droits devoirs rôles et responsabilités des acteurs dirigeants	3.720,00 €	2.440.000,00
1.2.16	OGB MLI	OBJECTIF D	98.376,00 €	64.530.000,00
1.2.17		Visibility / publicité du programme	18.288,00 €	12.000.000,00
1.2.17	STOP SUD	Visibility	4.572,00 €	3.000.000,00
1.2.17	STOP NORD	Visibility	4.572,00 €	3.000.000,00
1.2.17	CAEB SUD	Visibility	4.572,00 €	3.000.000,00
1.2.17	CAEB NORD	Visibility	4.572,00 €	3.000.000,00
1.2.18		Vérification des pièces justificatives par un expert-comptable indépendant	12.196,00 €	8.000.000,00
1.2.18	STOP SUD	Expert-comptable	3.049,00 €	2.000.000,00
1.2.18	STOP NORD	Expert-comptable	3.049,00 €	2.000.000,00
1.2.18	CAEB SUD	Expert-comptable	3.049,00 €	2.000.000,00
1.2.18	CAEB NORD	Expert-comptable	3.049,00 €	2.000.000,00

Dépenses			euros	francs CFA
1.2.19	OGB MLI	Mesures COVID-19	61.394,00 €	40.272.000,00
1.2.19	OGB MLI	Sensibilisation	- €	-
1.2.19	OGB MLI	Kits d'hygiène	55.906,00 €	36.672.000,00
1.2.19	OGB MLI	Epargne à distance (Mobile Money)	5.488,00 €	3.600.000,00
1.3		Personnel	895.719,00 €	587.553.000,00
1.3.1	STOP SUD	Personnel	215.745,00 €	141.519.000,00
1.3.2	STOP NORD	Personnel	231.669,00 €	151.965.000,00
1.3.3	CAEB SUD	Personnel	222.871,00 €	146.194.000,00
1.3.4	CAEB NORD	Personnel	225.434,00 €	147.875.000,00
1.4	ODE	Frais de voyage - Oxfam Deutschland e.V.	4.500,00 €	2.952.000,00
1.4.1	ODE	Frais de voyage - Oxfam Deutschland e.V.	4.500,00 €	2.952.000,00
1.5	ODE/CAEB	Études et enquêtes	55.500,00 €	36.406.000,00
1.5.1	ODE	Étude de faisabilité	25.500,00 €	16.727.000,00
1.5.2	CAEB	Évaluation mi-parcours	30.000,00 €	19.679.000,00
Total des coûts du projet			3.519.299,00 €	2.308.515.000,00

Annexe C1 : Calendrier de remises des comptes rendus et états de dépenses

Les rapports seront soumis à Oxfam au Mali et Deutschland e.V. selon le calendrier suivant :

Comptes rendus et rapports	Pour la période suivante	À remettre au plus tard au:
Compte rendu annuel 2018	01.10.2018-31.12.2018	31.01.2019
Compte rendu intermédiaire 2019	01.01.2019-30.06.2019	31.07.2019
Compte rendu annuel 2019	01.01.2019-31.12.2019	31.01.2020
Compte rendu intermédiaire 2020	01.01.2020-30.06.2020	31.07.2020
Compte rendu annuel 2020	01.01.2020-31.12.2020	31.01.2021
Compte rendu intermédiaire 2021	01.01.2021-30.06.2021	31.07.2021
Compte rendu annuel 2021	01.01.2021-31.12.2021	31.01.2022
Compte rendu intermédiaire 2022	01.01.2022-30.06.2022	01.08.2022
Compte rendu final, technique et financier	01.10.2018-31.12.2022	15.02.2023
Rapport final de l'expert-comptable	01.10.2018-31.12.2022	15.03.2023

Les Partenaires s'engagent en outre à produire **une fois par mois**, au moyen d'un tableau Excel prévu à cet effet, **un état des dépenses**.

Les partenaires continueront à télécharger leurs pièces justificatives dans le dossier Box.